La référence à l'Alsace-Lorraine dans le rattachement et l'intégration d'Eupen-Malmedy à la Belgique (1918-1925)

Alsace-Lorraine as a reference for the annexation and integration of Eupen-Malmedy into Belgium (1918-1925)

Der Bezug auf das Elsass bei der Angliederung von Eupen und Malmedy an Belgien (1918-1925)

Christoph Brüll

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/3432>

DOI : 10.4000/alsace.3432

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 29-48

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Christoph Brüll, « La référence à l'Alsace-Lorraine dans le rattachement et l'intégration d'Eupen-Malmedy à la Belgique (1918-1925) », *Revue d'Alsace* [En ligne], 144 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 15 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3432> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3432>

La référence à l'Alsace-Lorraine dans le rattachement et l'intégration d'Eupen-Malmedy à la Belgique (1918-1925)

Christoph Brüll

29

« Juger des situations analogues »

En 1922, j'allais rendre visite à M. Allapetite [sic], Haut Commissaire de la République à Strasbourg. J'estimais qu'il ne pouvait qu'être profitable à nos deux administrations de nous connaître, de nous communiquer nos façons de juger des situations analogues [...]. D'autre part, il pouvait être instructif pour nous de voir de près les méthodes employées par les Français pour faire la transition entre l'ancien et le nouveau régime et les procédés en usage pour faciliter l'assimilation des esprits et des cœurs alsaciens-lorrains¹.

Dans ses mémoires, édités pour la première fois plus de 80 ans après leur rédaction, le Baron Herman Baltia (1863-1938)², Haut Commissaire du gouvernement provisoire d'Eupen-Malmedy, mentionne explicitement les liens entre l'intégration de l'Alsace-Lorraine à la France et celle

1. Generalleutnant Herman BALTIA, *Memoiren 1920-1925*, éd. par Els HERREBOUT, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2011, p. 86.

Nous remercions Catherine Lanneau et Philippe Beck pour leurs relectures et leurs suggestions, ainsi que Victoria Mouton pour ses recherches dans les archives françaises.

Nous gardons « Malmédy » quand cette forme apparaît dans les sources, alors que « Malmedy » est la désignation officielle depuis 1985.

2. Pour une note biographique, voir Vincent O'CONNELL, *The annexation of Eupen-Malmedy. Becoming Belgian 1919-1929*, New York, Palgrave, 2018, p. 77-85 ; Jacques WILLEQUET, « Herman Baltia », in *Biographie nationale de Belgique*, t. 40, Bruxelles, Emile Bruylant, 1977, col. 18-21.

d'Eupen-Malmedy à la Belgique suite au Traité de Versailles. Il s'agit d'un exemple qui montre que les références à l'Alsace-Lorraine sont réelles pendant la phase de transition que connaît la petite région frontalière avec ses 60 000 habitants entre 1918 et 1925. Or, l'historiographie sur Eupen-Malmedy s'est elle-même limitée à la simple mention de ces références plus ou moins explicites. Elle n'a jamais adopté de perspective comparatiste, ni cherché les liens pouvant exister entre les deux régimes transitoires³. Ce n'est que récemment qu'une thèse de doctorat irlandaise, celle de Vincent O'Connell, a proposé un sous-chapitre consacré aux relations entre l'Alsace-Lorraine et la « petite Alsace-Lorraine », comme Jacques Bariéty l'avait désignée en 1975 dans un article sur les négociations de rétrocession d'Eupen-Malmedy entre l'Allemagne et la Belgique en 1925-1926⁴.

C'est d'ailleurs sur la première allusion publique belge à « notre Alsace-Lorraine » en 1910 que s'ouvre la présente contribution dont l'objectif est d'aller plus loin dans la systématisation de l'examen de cette référence, en élargissant la chronologie, la documentation et l'analyse de sa portée réelle – aussi bien pour les contemporains que pour les historiens actuels. Le *terminus ad quem* se situe en 1927, plus précisément au moment du plus intense débat de l'entre-deux-guerres sur la situation politique et sociale à Eupen-Malmedy. Nous nous basons essentiellement sur des sources parlementaires et diplomatiques belges et françaises qui permettent une mise en perspective des sources produites par le gouvernement provisoire du général Baltia et des mémoires de celui-ci. Par ailleurs, nous nous efforçons de retracer de manière serrée le contexte des différentes références à l'Alsace-Lorraine pour mieux saisir leur signification dans le contexte de l'espace frontalier belgo-allemand. L'objectif est de fournir une contribution à l'histoire comparée des régimes de transition en Europe après la Première Guerre mondiale.

3. Klaus PABST, « Eupen-Malmedy in der belgischen Regierungs- und Parteienpolitik 1914-1940 », *Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins*, t. 76, 1964, p. 205-514 (tiré-à-part) ; Heinz DOEPGEN, *Die Abtretung des Gebietes von Eupen-Malmedy an Belgien im Jahre 1920*, Bonn, Ludwig Röhrscheid, 1966.

4. Vincent O'CONNELL, *The annexation of Eupen-Malmedy*, op. cit., p. 172-178.

La référence à la « petite Alsace-Lorraine » figure chez Jacques BARIÉTY, « Le projet de rétrocession d'Eupen-Malmedy par la Belgique à l'Allemagne, et la France (1925-1926). Un cas d'utilisation de l'arme financière en politique internationale », in CENTRE DE RECHERCHE RELATIONS INTERNATIONALES DE L'UNIVERSITÉ DE METZ (éd.), *Les relations franco-belges de 1830-1934. Actes du colloque de Metz*, Metz, 1975, p. 325-334.

« Notre Alsace-Lorraine »

Je savais que nous avions à Malmédy notre Alsace-Lorraine, et j'avais entendu parler des efforts héroïques et obscurs de nos Wallons prussiens « au service de l'Allemagne ». La rédaction du *Journal des Tribunaux*, en excursionnant tout récemment a pu se rendre compte [...] de la ténacité des espoirs avec lesquels nos frères de langue et de race, exilés et emprisonnés en Prusse, regardent par-delà la frontière, attendant de notre communauté ingrate un mot de secours et d'encouragement. On a pu leur prendre leur terre, courber la liberté de leurs fils sous un uniforme étranger, mais leur âme est intacte encore⁵.

32

Dans la littérature scientifique s'intéressant aux légitimations des revendications territoriales belges après la Première Guerre mondiale, l'expression « notre Alsace-Lorraine », tirée de cet extrait d'un article paru en novembre 1910 dans le *Journal des Tribunaux*, est fréquemment reprise, quand il s'agit d'évoquer la minorité wallonne des 10 000 habitants des actuelles communes de Malmédy et de Waimes en Prusse et dans l'Empire allemand⁶. Les historiens de la question d'Eupen-Malmédy sont passés jusqu'à présent à côté d'une observation de l'historien luxembourgeois Gilbert Trausch qui a montré que la formule « notre Alsace-Lorraine » connaît une certaine propagation dans les milieux nationalistes belges en 1912-1913 dans le contexte de la « question luxembourgeoise », reflet de l'existence et de l'identité fragiles du Grand-Duché à la veille de la guerre⁷. Trausch met en évidence comment un article publié en mars 1912 par le rédacteur en chef du *Journal des Tribunaux*, l'avocat Léon

5. [Léon HENNEBICQ], « Nos écoles à l'étranger et la Wallonie prussienne », *Journal des Tribunaux*, 20 novembre 1910, col. 1178-1181, ici col. 1180.

6. Carlo LEJEUNE, « 'Des Deutschtums fernster Westen'. Eupen-Malmédy, die deutschen Dialekt redenden Gemeinden um Arlon und Montzen und die 'Westforschung' », in Burkhard DIETZ, Helmut GABEL, Ulrich TIEDAU (éd.), *Griff nach dem Westen. Die 'Westforschung' der völkisch-nationalen Wissenschaften zum nordwesteuropäischen Raum (1919-1960)*, vol. 1, Münster, Waxmann, 2003, p. 493-538, ici p. 495 ; Philippe BECK, *Umstrittenes Grenzland: Selbst- und Fremdbilder bei Josef Ponten und Peter Schmitz (1918-1940)*, Bruxelles, Peter Lang, 2013, p. 80 ; Vincent O'CONNELL, *The annexation of Eupen-Malmédy*, op. cit., p. 172.

7. Gilbert TRAUSCH, « Naissance d'une question luxembourgeoise (1912-1914). Presse, publique et politique extérieure », in *Opinion publique et politique extérieure en Europe. I. 1870-1915. Actes du Colloque de Rome (13-16 février 1980)*, Rome, École française de Rome, 1981, p. 645-659, ici p. 650-651.

Hennebicq (1871-1940)⁸, qui se concluait sur l'interrogation « ... une sorte d'Alsace-Lorraine, notre cher Grand-Duché? », reçoit des échos favorables dans la presse belge à plus grand tirage. Trausch souligne à juste titre les liens unissant Hennebicq à Edmond Picard (1836-1924), son prédécesseur au *Journal des Tribunaux* et champion de l'« âme belge », concept alors très populaire qui jouit d'une certaine proximité avec celui de « civilisation belge », forgé par l'historien Henri Pirenne (1863-1935). Ces idées évolueront pendant la guerre vers le rêve d'une « Grande Belgique » devant comprendre tous les territoires ayant fait partie d'entités territoriales de l'Ancien Régime à la base de l'indépendance belge de 1830. Trausch identifie également Hennebicq comme l'auteur de l'article sur la Wallonie prussienne. L'utilisation de l'expression « âme intacte » semble lui donner raison, même si contrairement à ce qu'il mentionne dans son texte, la référence à l'Alsace-Lorraine pour désigner la région de Malmedy est antérieure à celle concernant le Luxembourg dans les colonnes du *Journal des Tribunaux*. On peut toutefois relever deux autres mentions du Luxembourg comme « notre Alsace-Lorraine » dans des discours parlementaires de 1910 et 1913⁹. Ces allusions s'inscrivent dans la déploration du « drame de 1839 », la scission définitive entre le Grand-Duché et la province belge du Luxembourg, qui deviendra un leitmotiv des écrits de Pierre Nothomb (1887-1966), le défenseur le plus acharné d'une « Grande Belgique¹⁰ ». On retrouvera d'ailleurs une autre allusion au Grand-Duché comme « notre Alsace-Lorraine » en plein débat sur la teneur des revendications belges à formuler dans la perspective de la conférence de paix pendant l'hiver 1918-1919¹¹.

8. Georges ARONSTEIN, « Léon Hennebicq », in *Biographie nationale de Belgique*, t. 30, Bruxelles, Emile Bruylant, 1958, col. 451-458.

9. *Annales parlementaires de Belgique. Chambre*, Séance du 7 décembre 1910, p. 213 et Séance du 22 mai 1913, p. 1 279.

10. Jean BEAUFAYS, « Aspects du nationalisme belge au lendemain de la Grande Guerre », *Annales de la Faculté de Droit de Liège*, 1971, p. 105-174 ; Francis BALACE et al. (éd.), *Pierre Nothomb et le nationalisme belge de 1914 à 1930*, Arlon, Académie luxembourgeoise, 1980.

11. « La question du Grand-Duché », *Journal de Liège*, 14 décembre 1918, p. 2. Pour le contexte, voir Robert DEVLEESCHOUWER, « L'opinion publique et les revendications territoriales belges à la fin de la Première Guerre mondiale », in *Mélanges offerts à G. Jacquemyns*, Bruxelles, 1968, p. 207-238, ici p. 224-229.

Ces éléments appellent quatre observations : (1) L'expression « notre Alsace-Lorraine » pour désigner la Wallonie prussienne est une inscription très marginale dans un discours nationaliste, puis annexionniste, lui-même loin d'être majoritaire dans l'opinion publique belge¹² ; (2) elle est employée sans lien direct avec l'évolution de l'Alsace-Lorraine, mais fonctionne comme un imaginaire dont la mobilisation autour de 1912 renvoie toutefois à la dimension plus conflictuelle de la situation du *Reichsland* à ce moment ; (3) elle ne trouve aucun écho au niveau diplomatique belgo-français. Si « Malmedy » y apparaît, c'est en rapport avec le camp militaire d'Elsenborn, créé dans les années 1890, et la situation stratégique à la frontière belgo-allemande¹³ ; (4) la seule référence à l'Alsace-Lorraine connue dans les écrits des concernés est contenue dans la requête au roi Albert I^{er} du 3 janvier 1919, dans laquelle certains défenseurs de l'identité wallonne à Malmedy demandent le rattachement à la Belgique de la partie wallonne du *Kreis* de Malmedy – tout en étant conscients que cette opinion est alors minoritaire dans leur ville :

C'est pourquoi, Sire, nous supplions humblement Votre Majesté de charger Votre gouvernement de faire immédiatement les démarches auprès des gouvernements alliés, afin que la Wallonie prussienne soit rendue sans retard à sa patrie naturelle : la Wallonie belge, comme l'Alsace et la Lorraine ont été rendues à leur mère-patrie, la France¹⁴.

12. Le fait que le journaliste et écrivain Henri Bragard (1877-1944), un des rares habitants de Malmedy « pro-belge » avant 1919, siège à l'Assemblée wallonne depuis 1905 en tant que représentant de la Wallonie malmédienne, n'y change rien. Voir Antoine FREYENS, « Henri Bragard », in *Biographie nationale de Belgique*, t. 40, Bruxelles, Emile Bruylant, 1977, col. 87-90 ; Paul Delforge, « Henri Bragard », in : <http://connaitrelawallonie.wallonie.be/fr/wallons-marquants/dictionnaire/bragard-henri#>, Woa3PYWcFPY, octobre 2011 (consulté le 16 février 2018).

13. Marie-Thérèse BITSCH, *La Belgique entre la France et l'Allemagne 1905-1914*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, passim. Exemples français : *Journal officiel de la République française. Débats parlementaires. Sénat*, Séance du 6 avril 1911, p. 375 ; *Journal officiel de la République française. Débats parlementaires. Chambre des députés*, Séance du 8 juillet 1913, p. 2 520.

14. Heinz DOEPGEN, *Die Abtretung des Gebietes von Eupen-Malmedy an Belgien im Jahre 1920*, op. cit., p. 220-221 ; Élisée LEGROS, *La Wallonie malmédienne sous le régime prussien*, Malmedy, Pays de saint Remacle, 1977/78, p. 137. Voir aussi Klaus PABST, « Die preußischen Wallonen - eine staatsstreu Minderheit im Westen », in Hans Henning HAHN et Peter KUNZE (éd.), *Nationale Minderheiten und staatliche Minderheitenpolitik in Deutschland im 19. Jahrhundert*, Berlin, Akademie, 1999, p. 71-79, ici p. 78 ; Roger COLLINET, *L'annexion d'Eupen et Malmedy à la Belgique en 1920*, Verviers, Chez l'Auteur, 1986, p. 53.

Nous ne reviendrons pas sur le rôle et le sort de la Belgique à Versailles. Si l'imaginaire que nous venons de mettre en évidence est évidemment crucial pour la légitimation des revendications belges – qui, pour rappel, comprenaient des territoires néerlandais et allemands ainsi que le Luxembourg –, les analyses les plus fouillées des travaux de la commission des affaires belgo-allemandes, qui est présidée par André Tardieu, ont montré que les arguments historiques et culturels n'ont eu qu'une influence dérisoire dans la décision de rattacher Eupen et Malmedy à la Belgique¹⁵. Ce sont les arguments économiques et, surtout, stratégiques qui ont été déterminants – l'on ne saurait exagérer l'importance du camp d'Elsenborn. La formulation curieuse de l'article 34 du Traité de Versailles donnant à la population la possibilité d'exprimer par écrit son refus de ce changement de nationalité montre à tout le moins que des arguments historiques n'étaient pas audibles pour les Britanniques et les Américains, qui ont voulu donner par ailleurs l'apparence que le droit à l'auto-détermination était respecté¹⁶.

« Notre Alsace-Lorraine », finalement récupérée dans l'interprétation belge, est donc beaucoup plus petite que « notre Alsace-Lorraine », rêvée par les milieux expansionnistes belges, mais plus grande que la seule Wallonie prussienne. Dès le printemps 1919, le gouvernement et l'administration belges improvisent des préparatifs pour intégrer les *Kreise* Eupen et Malmedy dans le royaume.

15. Klaus PABST, « Eupen-Malmedy in der belgischen Regierungs- und Parteienpolitik 1914-1940 », art. cit., p. 250-263 ; Heinz DOEPGEN, *Die Abtretung des Gebietes von Eupen-Malmedy an Belgien im Jahre 1920*, op. cit., p. 63-114 ; Francis BALACE, « Belgien und die Ostkantone im Versailler Vertrag. Irredenta-Gebiet, militärische Pufferzone oder Trostpreis? », in Christoph BRÜLL (éd.), *Zoom 1920-2010. Nachbarschaften neun Jahrzehnte nach Versailles*, Eupen, Grenz-Echo, 2012, p. 73-102 ; Vincent O'CONNELL, *The annexation of Eupen-Malmedy*, op. cit., p. 28-73.

16. L'article 34 du Traité de Versailles prévoit que « l'Allemagne renonce, en outre, en faveur de la Belgique, à tous droits et titres sur les territoires comprenant l'ensemble des cercles (*Kreise*) de Eupen et Malmedy.

Pendant les six mois qui suivront la mise en vigueur du présent traité, des registres seront ouverts par l'autorité belge à Eupen et à Malmedy et les habitants desdits territoires auront la faculté d'y exprimer par écrit leur désir de voir tout ou partie de ces territoires maintenu sous la souveraineté allemande.

Il appartiendra au gouvernement belge de porter le résultat de cette consultation populaire à la connaissance de la Société des Nations, dont la Belgique s'engage à accepter la décision. »

« L'adaptation graduelle à la vie nationale belge »

C'est à l'unanimité que la Chambre des représentants et le Sénat belges votent les 8 et 26 août 1919 la loi de ratification du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et celle concernant le gouvernement des territoires annexés à la Belgique par celui-ci. Si les débats parlementaires précédant cette adoption sont dénués de toute allusion à l'Alsace-Lorraine, le deuxième texte, connu comme « loi du 15 septembre 1919 », s'inspire directement du décret de la République française du 21 mars 1919¹⁷. Devant les commissions centrale et des Affaires étrangères de la Chambre, le ministre des Affaires étrangères, le libéral Paul Hymans (1865-1941), avait déclaré dans l'exposé des motifs :

Enfin, d'une façon générale, le passage du régime allemand au régime belge [...] devra se faire sans heurt, en tenant compte des intérêts légitimes et des mœurs et en respectant les droits acquis. Or il est impossible que l'administration centrale et le pouvoir législatif belges prennent toutes les mesures urgentes que nécessitera la période transitoire. Ces mesures ne seront prises à bon escient que par une autorité se trouvant sur place, qui puisse entendre les avis des intéressés. C'est pourquoi, le gouvernement, s'inspirant des décrets français concernant l'Alsace et la Lorraine, propose de conférer à un Haut Commissaire royal des pouvoirs étendus qui lui permettent d'accomplir sa mission importante et délicate : l'adaptation graduelle des Cercles d'Eupen et de Malmédy à la vie nationale belge jusqu'à ce qu'une assimilation complète soit effectuée. Ces pouvoirs consisteront pour le Haut Commissaire à gouverner et à administrer les territoires [...] ainsi qu'à prendre toutes les mesures d'exécution prévues au Traité de Paix¹⁸.

Comme l'historien Klaus Pabst l'a déjà analysé il y a plus de cinquante ans, les liens formels entre cette loi et le décret français ne peuvent être niés : instauration d'un régime transitoire dont on ne spécifie pas la durée, un Haut Commissaire aux pouvoirs exécutif et législatif et la mise en place d'un conseil supérieur témoignent de ce

17. *Moniteur belge*, 17 octobre 1919, p. 5480 ; *Journal officiel de la République française. Lois et décrets*, 22 mars 1919, p. 2951. Voir Klaus PABST, « Eupen-Malmedy in der belgischen Regierungs- und Parteienpolitik 1914-1940 », art. cit., p. 244-266 ; Heinz DOEPGEN, *Die Abtretung des Gebietes von Eupen-Malmedy an Belgien im Jahre 1920*, op. cit., p. 101-104.

18. *Documents parlementaires. Chambre*, 1918-1919, n° 280, 31 juillet 1919, p. 1-2, ici p. 2.

transfert de savoir juridique entre Paris et Bruxelles, entre Strasbourg et Malmedy, futur siège du gouvernement provisoire, qui deviendra effectif le 10 janvier 1920, date de l'entrée en vigueur du Traité de Versailles¹⁹.

C'est un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, membre de la « Commission interministérielle d'adaptation des cantons d'Eupen-Malmedy », Camille Jacquart (1867-1931²⁰), dépêché à Strasbourg pour y étudier les méthodes françaises pour la réintégration de l'Alsace-Lorraine, qui est à l'initiative du projet de loi belge²¹. Il fournira plus tard au gouvernement une description générale de l'administration du Commissaire général Alexandre Millerand (1859-1943) étudiant le droit, le système de taxation, l'enseignement, les chemins de fer et la sécurité sociale en Alsace-Lorraine²². L'idée d'une mise en place progressive des lois et institutions belges, en essayant de garder d'éventuels avantages du système allemand provient de ses enseignements et sera notamment appliquée dans la mise en place du système judiciaire belge – certains domaines juridiques seront d'ailleurs adaptés à la législation belge seulement après la fin du gouvernement provisoire²³. Le rôle fort dévolu au Haut Commissaire ressort clairement d'une lettre que le Premier ministre Léon Delacroix adresse à Baltia, le jour de son entrée en fonction : « Prenez soin que tout marche sans problèmes et que les coûts restent raisonnables. Vous serez comme le gouverneur d'une colonie qui

19. Klaus PABST, « Eupen-Malmedy in der belgischen Regierungs- und Parteienpolitik 1914-1940 », art. cit., p. 265.

20. Alphonse DUFRASNE, « Camille Jacquart », in *Biographie nationale belge*, t. 39, Bruxelles, Emile Bruylant, 1976, col. 471-478.

21. Vincent O'CONNELL, *The annexation of Eupen-Malmedy*, op. cit., p. 172-173.

22. *Idem*, p. 175.

23. Christoph BRÜLL, « L'organisation judiciaire dans la Belgique de langue allemande depuis 1920 : considérations d'histoire politique », in Rolf LENNERTZ, Andrea TILGENKAMP et Andrea HAAS (éd.), *25 Jahre Gerichtsbezirk Eupen. 25 Jahre Anwaltskammer Eupen. Festschrift zur Akademischen Sitzung vom 5. Oktober 2013*, Eupen, Kliemo, 2013, p. 75-107.

Mentionnons également que le domaine religieux devient un des enjeux les plus importants de la phase de transition. Les rivalités ecclésiastiques belgo-allemandes y sont tellement grandes qu'un évêché spécifique est mis en place entre 1921 et 1925. Il est dirigé par l'évêque de Liège sous le régime de l'union personnelle. En 1925, le territoire sera rattaché à l'évêché de Liège. Voir Wilfried JOUSTEN, *Errichtung und Auflösung des Bistums Eupen-Malmedy (1921-1925). Eine Studie mit besonderer Berücksichtigung kirchenrechtlicher Aspekte*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2016.

est directement en contact avec la patrie²⁴ ». En outre, contrairement à la Chambre des députés française, le parlement belge ne met pas en place une commission parlementaire spéciale pour Eupen-Malmedy.

La différence majeure entre les deux régimes de transition réside évidemment dans le fait que l'incorporation de l'Alsace-Lorraine est déjà effective en 1919, tandis que la première tâche du Haut Commissaire du gouvernement d'Eupen-Malmedy doit être, comme l'exprime Hymans, « l'exécution des mesures prévues au Traité de Paix », c'est-à-dire l'organisation de la consultation populaire sous la forme précisée par l'article 34 du Traité de Versailles. Elle se déroulera entre janvier et juillet 1920. Il ne fait aucun doute que son résultat, seulement 272 voix de refus sur 33 726 voix potentielles, ne reflète alors nullement le sentiment de la population. Plus personne ne conteste aujourd'hui que des mesures de contrainte et des menaces réelles et perçues par la population telles la privation de cartes de ravitaillement, voire l'expulsion du territoire, ont contribué à ce résultat²⁵. Si la Belgique s'est fait blâmer pour avoir été juge et parti, que les deux camps se sont livrés une bataille de propagande, il faut tout de même retenir que le résultat final correspond exactement aux attentes des négociateurs de Versailles : ils savaient qu'une consultation populaire libre et secrète n'aurait pas donné de majorité à la Belgique, mais ils étaient conscients qu'un dédommagement territorial pour *poor little Belgium* était absolument inévitable²⁶. Les conséquences sont désastreuses : les circonstances de l'organisation du prétendu référendum hypothéquent lourdement le processus d'intégration des « nouveaux Belges » et contribuent grandement à son échec qui deviendra visible au plus tard en 1940.

Le 9 juillet 1920, deux semaines avant la fin de la période de consultation, Baltia accueille à Malmedy le président du Conseil français Alexandre Millerand qui séjourne alors à Spa en sa qualité de président de la commission pour le désarmement²⁷. O'Connell a montré comment

24. Cité d'après Klaus PABST, « Eupen-Malmedy in der belgischen Regierungs- und Parteienpolitik 1914-1940 », art. cit., p. 267-268.

25. Une description dense chez Vincent O'CONNELL, *The annexation of Eupen-Malmedy*, op. cit., p. 124-168.

26. FRANCIS BALACE, « Belgien und die Ostkantone im Versailler Vertrag. Irredenta-Gebiet, militärische Pufferzone oder Trostpreis? », art. cit., p. 99-100.

27. *Le Petit Parisien*, 10 juillet 1920, p. 1. Millerand était accompagné par le maréchal Foch.

le Haut Commissaire belge saisit l'opportunité de propagande que lui fournit la visite de l'ancien Commissaire général d'Alsace-Lorraine²⁸. L'historien irlandais indique aussi que Baltia est familiarisé avec les écrits de l'abbé Émile Wetterlé (1861-1931) et pense pouvoir éviter certaines erreurs commises par la France en Alsace-Lorraine selon l'ancien député autonomiste au *Reichstag*, devenu membre de la Chambre des députés de la République en 1919²⁹. C'est que, contrairement à ce que laisse entendre l'extrait cité en introduction de cette contribution, l'exemple alsacien-lorrain fonctionne avant tout comme un modèle négatif pour le militaire de carrière belge, ce qui lui permet de vanter les mérites de sa propre action. Pour lui, le commissariat général français ne puise pas assez dans les pouvoirs étendus que lui avait conférés le décret de mars 1919, surtout depuis qu'il est dirigé par le diplomate Gabriel Alapetite (1854-1932). Dans le même temps, nous trouvons dans les mémoires de Baltia de longues pages où il reproche aux autorités françaises une approche trop rude dans leur politique d'assimilation, notamment en matière d'emploi des langues dans l'enseignement où le gouvernement d'Eupen-Malmedy préconise le bilinguisme et donc le maintien de l'allemand comme langue d'enseignement du moins dans les écoles élémentaires. Baltia note ainsi par rapport à son voyage à Strasbourg de 1922 :

[...] je rapportai une impression de satisfaction et la conviction que nous n'avions pas commis la plupart des fautes des Français, que notre administration était beaucoup plus libérale, plus généreuse, plus adéquate à la situation et plus expéditive que celle de Strasbourg. Une de mes premières visites m'avait mis en rapport avec le directeur de l'enseignement qui me déclara : « les Alsaciens sont devenus Français, ils ne doivent plus connaître que le français à l'école, à la caserne et à l'église. Aussi avons-nous remplacé tous les professeurs et les instituteurs qui ne connaissaient pas le français, par des maîtres de l'intérieur. » Cette déclaration m'avait fait saisir sur le vif et comprendre le mécontentement [...] qu'on a qualifié de « malaise alsacien », mot qui a été repris par la presse belge à plusieurs reprises pour parler d'un « malaise d'Eupen-Malmedy », [un] rapprochement bien injustifié [...] ³⁰.

Sans surprise, les observations de Baltia reflètent les cultures politiques différentes entre la Belgique et la France qui se traduisent également dans l'approche de la transition. En revanche, Baltia se garde

28. Vincent O'CONNELL, *The annexation of Eupen-Malmedy*, op. cit., p. 162.

29. *Idem*, p. 175.

30. Herman BALTIA, *Memoiren 1920-1925*, op. cit., p. 87.

de mentionner que son administration éprouve les pires difficultés pour trouver assez d'enseignants capables d'enseigner en allemand, la plupart des anciens enseignants ayant opté pour l'Allemagne. Par ailleurs, malgré une stratégie linguistique différente, le travail de belgicisation mené dans les écoles de la région n'a évidemment pas d'autre but que l'assimilation complète³¹. Le discours auto-suffisant de Baltia n'aurait d'ailleurs pas convaincu les milieux politiques et diplomatiques français, comme en témoigne une note secrète du consul de France à Liège, destinée au président du Conseil, Raymond Poincaré (1860-1934). Le diplomate s'en prend à la presse belge dont le regard sur l'administration Baltia serait tout simplement erroné :

Ils [Baltia et ses collaborateurs] savent et avouent, soit au début, soit au cours de la conversation que la population qu'ils gouvernent maintient ses sentiments allemands et qu'elle ne se rallie pas à sa nouvelle patrie. Plus je les vois et plus je constate l'insuccès de l'administration belge. Certes grandes étaient les difficultés ; mais il me semble qu'elle n'a pas su concevoir ni exécuter la politique la plus favorable pour les amoindrir. [...] L'administration belge n'a pas fait de progrès dans sa tentative d'assimiler les habitants des deux Cercles, et sa conception des voies et des moyens et sa maladresse portent la responsabilité de cet échec [...] ³².

Une conversation entre Baltia et l'ambassadeur français à Bruxelles, Pierre de Margerie (1861-1942), confirme cette impression quelques semaines plus tard, juste avant le départ de Baltia pour Strasbourg³³. Aussi bien dans la capitale qu'à Liège, le territoire wallon de Malmedy est explicitement inclus dans le diagnostic si drastiquement formulé. À partir de 1923, Baltia n'est d'ailleurs plus qu'un *lame duck* dans ses fonctions. Là où lui préconise, sans doute à juste titre, que l'intégration d'Eupen-Malmedy à la Belgique se fasse sur le temps long, le gouvernement et le parlement commencent à discuter de la fin du régime de transition et d'une loi d'intégration. La

31. Vincent O'CONNELL, *The annexation of Eupen-Malmedy*, op. cit., p. 178-194.

32. Centre des Archives diplomatiques, La Courneuve, Archives du ministère des Affaires étrangères, Correspondance politique et commerciale (1914-1940), Série Z, Europe (1918-1940), Sous-Série Belgique (1918-1929), 126-8-69, Consul de France à Liège à président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 24 mai 1922.

33. Centre des Archives diplomatiques, La Courneuve, Archives du ministère des Affaires étrangères, Correspondance politique et commerciale (1914-1940), Série Z, Europe (1918-1940), Sous-Série Belgique (1918-1929), 126-8-69, Pierre de Margerie, ambassadeur de France à Bruxelles, à Raymond Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 29 juin 1922.

question du rattachement administratif à une ou deux provinces, à un ou deux arrondissements électoraux est longuement débattue, mais c'est aussi la lassitude de s'occuper d'un territoire somme toute marginal qui fait que la loi est seulement votée en mars 1925 et le gouvernement provisoire relevé de ses fonctions au 1^{er} juin 1925. Les trois cantons Eupen, Malmedy et Saint-Vith, qui avaient pris la place des deux *Kreise* allemands, sont intégralement rattachés à l'arrondissement administratif et électoral de Verviers et à la province de Liège. Le regard porté par le consul général à Liège est sans pitié :

L'administration belge n'a pas réussi dans son œuvre d'assimilation. Aucun progrès n'a été fait. Ceux qui [...] administrent, après avoir vanté le succès de leur mission, ne peuvent, au bout de quelques minutes, continuer sur ce ton et ils avouent la faillite de leur effort. [...] Le général Baltia termine donc sa mission en ne laissant que des apparences bien frêles d'assimilation³⁴.

La loi d'intégration, en ne donnant pas un arrondissement électoral propre aux « nouveaux Belges » pour les élections nationales et provinciales, poursuit dans cette mauvaise voie : « Ils choisiraient des protestataires, mais mieux vaut laisser crier que d'étouffer des voix³⁵ ». En effet, la non-élection du candidat d'Eupen-Malmedy pour l'Union catholique dans l'arrondissement électoral de Verviers, où les « nouveaux Belges » ne représentent qu'un quart de la population, a renforcé en mars 1925 dans le chef de la population le sentiment d'être des Belges de seconde zone et amorcé un mouvement qui va conduire en 1929 à la mise en place d'un parti révisionniste, le *Christliche Volkspartei*³⁶.

Dans une intervention dont le motif est précisément le refus d'un amendement à la loi d'intégration prévoyant un arrondissement électoral propre, le député catholique de Liège Henri Jaspar, est le seul à dresser un parallèle entre régimes transitoires dans les régions ayant changé de nationalité après les différents traités d'après-guerre³⁷. La

34. Centre des Archives diplomatiques, La Courneuve, Archives du ministère des Affaires étrangères, Correspondance politique et commerciale (1914-1940), Série Z, Europe (1918-1940), Sous-Série Belgique (1918-1929), 126-8-70, Consul de France à Liège à ministre des Affaires étrangères, 16 juillet 1925.

35. *Ibid.*

36. Jochen LENTZ, *Das Wahlverhalten in den Kantonen Eupen, Malmedy und St. Vith bei den Parlamentswahlen von 1925 bis 1939*, vol. 1, Eupen, Förderverein für das Archivwesen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft, 2000, p. 51-56.

37. *Annales parlementaires de Belgique. Chambre*, Séance du 4 mars 1925, p. 857.

référence à l'Alsace-Lorraine est d'ailleurs devenue rare dans l'hémicycle parlementaire depuis 1920 : elle est seulement invoquée quand il s'agit d'envisager la conversion des marks en francs belges en 1920 et lors de la discussion sur les pensions militaires pour les Eupen-Malmediens ayant combattu dans l'armée allemande³⁸.

Une question militaire donne lieu en 1923 à un échange entre autorités militaires belges et françaises au sujet du traitement des Alsaciens-Lorrains³⁹. Dans une proclamation rendue publique le jour de son entrée en fonction, Baltia avait décrété que le service militaire ne serait pas réclamé pendant quatre ans dans les territoires sous son administration, pour des raisons psychologiques évidentes. À l'approche de l'enrôlement de la première classe de miliciens, l'attaché militaire français à Bruxelles, le général Serot Almeras Latour (1868-1954), transmet le 1^{er} mai 1923 à l'état-major de l'armée française trois questions du ministère de la Défense nationale belge : (1) les mesures prises pour l'enrôlement des Alsaciens-Lorrains dans l'armée active ; (2) les conditions d'obtention des grades de sous-officier et d'officier ; (3) les dispositions spéciales pour jeunes nés d'un père allemand⁴⁰. La réponse française n'est toutefois pas d'un grand secours pour l'état-major général belge, puisque le problème linguistique n'y est pas soulevé. L'armée française ne prévoit pas de régime spécial pour les soldats originaires de l'Alsace-Lorraine. On précise tout de même que l'incorporation dans l'armée du Rhin doit constituer une exception⁴¹.

Les miliciens d'Eupen-Malmedy effectuent leur service militaire dès 1924, le plus souvent dans une unité où un officier ou sous-officier était capable de s'exprimer en allemand. Cette situation est institutionnalisée en 1928 avec le vote sur l'emploi des langues dans l'armée ; par ricochet des querelles linguistiques entre Flamands et Francophones, celle-ci met

38. Voir *idem*, Séance du 4 mai 1920, p. 960 ; Séance du 24 avril 1923, p. 1413.

39. Pour ce qui suit, voir Christoph BRÜLL, « Entre méfiance et intégration : les germanophones dans l'armée belge (1920-1955) », *Cahiers belges d'histoire militaire*, n°4, 2006, p. 135-167, ici p. 137.

40. Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire Bruxelles, Fonds entre-deux-guerres, Dossier VIII : cantons rédimés/ Service historique de la Défense, Vincennes, État-Major de l'Armée de Terre, EMA/2 Belgique – Rapports de l'attaché militaire (1919-1923), 7 N 2720, Serot Almeras Latour à ministre de la Guerre, 1^{er} mai 1923.

41. *Idem*, Colonel Chabert, chef du premier bureau, pour Attaché militaire à Bruxelles, 10 mai 1923.

en place des unités de langue allemande⁴². Les milieux diplomatiques français en Belgique estimeront d'ailleurs que ces unités constituent un risque de sécurité, tout comme peut l'être leur région d'origine en cas de nouveau conflit. C'est là une des facettes de l'attitude française dans la question d'une éventuelle rétrocession d'Eupen-Malmedy à l'Allemagne.

« Quand il s'agit de désannexion, le Traité de Versailles est explicite »

43

Je déplore toujours que mon pays n'ait point consulté les habitants de deux arrondissements d'Eupen et de Malmedy. [...] J'estime, en dépit des hyperpatriotes, que la Belgique ne s'accroîtrait pas, qu'elle se diminuerait au contraire, politiquement, militairement, autant que moralement, si elle créait une petite Alsace-Lorraine à sa frontière de l'est⁴³.

Les mots écrits par le journaliste et homme politique socialiste Louis de Brouckère (1870-1951) après l'entérinement des résultats de la consultation populaire par la SDN en septembre 1920 résonnent à nouveau lorsque le député socialiste Marc Somerhausen (1899-1992) les rappelle en mars 1927 dans une interpellation du gouvernement belge sur la situation à Eupen-Malmedy qui est restée dans l'histoire comme la plus vibrante de tout l'entre-deux-guerres. Si l'impression se dégage que de Brouckère avait inversé ici l'imaginaire classique de l'Alsace-Lorraine, en donnant à la Belgique le rôle que l'Allemagne a eu après 1871 aux yeux des Français, Somerhausen reste dans la référence classique, en rappelant au début de son discours que le Traité de Versailles avait été assez peu précis sur le rattachement d'Eupen-Malmedy :

42. Christoph BRÜLL, « Entre méfiance et intégration : les germanophones dans l'armée belge (1920-1955) », art. cit., p. 139-146.

43. LOUIS DE BROUCKÈRE, Bernstein et Malmédy, in : *Le Peuple*, 6 décembre 1920, p. 1. Ici cité par le député socialiste de l'arrondissement de Verviers Marc Somerhausen dans une interpellation sur la politique du gouvernement belge à Eupen-Malmedy-Saint Vith (*Annales parlementaires de Belgique. Chambre, Séance du 15 mars 1927*, p. 981).

On me dira [...] qu'il n'était pas nécessaire de prendre autant de précautions puisqu'il s'agissait non pas d'une annexion mais d'une désannexion. Messieurs, quand il s'agit de désannexion, le Traité de Versailles est explicite. [...] par exemple [dans] le préambule du chapitre concernant l'Alsace-Lorraine⁴⁴.

Le reste de la démonstration est clair : si le retour de l'Alsace-Lorraine correspond aux yeux de Somerhausen à la volonté de la majorité de la population et s'il s'agit donc d'une désannexion, ce serait un leurre de penser la même chose pour Eupen-Malmedy. Évoquant les Wallons de Malmedy, il rappelle que 20 000 Alsaciens avaient combattu dans l'armée française pendant la Première Guerre mondiale et que l'on ne trouverait tout simplement rien de comparable du côté de la Wallonie prussienne. La comparaison avec l'Alsace-Lorraine induirait les Belges en erreur et leur inculquerait une fausse image de la situation dans la petite région frontalière. L'interpellation de Somerhausen est accueillie avec un mélange de froideur et d'excitation sur les bancs parlementaires. Aux yeux des députés catholiques, si la situation est difficile, c'est seulement à cause de quelques meneurs qui seraient par ailleurs téléguidés par l'Allemagne. La cause est entendue : la région serait belge et le resterait.

Le débat parlementaire s'inscrit en réalité dans un double contexte. Sur le plan intérieur, le mouvement révisionniste à Eupen-Malmedy commence alors à se structurer dans une organisation dont le nom est identique à ce qu'on vit au même moment en Alsace-Lorraine, le *Heimabund*⁴⁵. Celui-ci est d'abord un bassin collecteur regroupant ceux qui réclament un meilleur traitement de la population par les autorités belges jusqu'à ceux souhaitant le retour à l'Allemagne en passant par ceux qui demandent l'organisation d'un vrai plébiscite – ce qui est d'ailleurs la principale revendication du Parti Ouvrier Belge à ce moment. La réaction belge qui prend le sens des positions catholiques et libérales au Parlement contribuera à la radicalisation du mouvement dès 1927. On le

44. *Idem*, p. 980.

45. Klaus PABST, « Eupen-Malmedy in der belgischen Regierungs- und Parteienpolitik 1914-1940 », art. cit., p. 379-383 ; Carlo LEJEUNE, *Die deutsch-belgischen Kulturbeziehungen 1925-1980, Wege zur europäischen Integration?*, Cologne, Böhlau, 1992.

voit notamment à travers la non-nomination d'un candidat-bourgmestre à Eupen, ancien membre de l'administration Baltia parce qu'il est membre du *Heimatbund*⁴⁶.

Sur le plan externe, il convient de ne pas oublier qu'en 1927 on vient de vivre un épisode diplomatique où l'esprit de Locarno avait, dans sa lecture belgo-allemande, ouvert une porte à des négociations bilatérales sur la rétrocession des territoires en échange de compensations financières allemandes pour les marks d'occupation de 1914-1918. Sans entrer dans les détails de cette affaire qui a été étudiée en profondeur par l'historiographie⁴⁷, il faut retenir que l'Alsace-Lorraine y apparaît aussi à travers les craintes formulées par les diplomates et les politiques français de voir la boîte de Pandore s'ouvrir en cas de rétrocession d'Eupen-Malmedy, comme Aristide Briand le note dans une lettre à l'ambassadeur français à Londres :

J'indiquais [...] que la révision des frontières de la Belgique, après la conclusion des traités de Locarno qui ont formellement consacré le *statu quo*, serait singulièrement dangereuse, en fournissant un argument et un point de départ aux prétentions des nationalistes allemands, qui déclarent ouvertement leur intention de poursuivre « par la voie pacifique » la récupération des territoires perdus par l'Allemagne, jusque et y compris, selon certains d'entre eux, l'Alsace-Lorraine⁴⁸.

Le même Briand conclut d'ailleurs en août 1926 que jamais la France ne donnerait son accord à « la restitution d'Eupen à l'Allemagne⁴⁹ ».

Face aux difficultés d'intégration d'Eupen-Malmedy, la référence à l'Alsace-Lorraine peut prendre plusieurs formes. La moins tangible, mais la plus répandue, celle d'un imaginaire historique qui fait que des situations

46. Philippe BECK, *Umstrittenes Grenzland: Selbst- und Fremdbilder bei Josef Ponten und Peter Schmitz (1918-1940)*, op. cit., p. 117-119.

47. Klaus PABST, « Eupen-Malmedy in der belgischen Regierungs- und Parteienpolitik 1914-1940 », art. cit., p. 453-488 ; Jacques BARIÉTY, « Le projet de rétrocession d'Eupen-Malmedy par la Belgique à l'Allemagne, et la France (1925-1926)... », art. cit. ; Manfred J. ENSSLE, *Stresemann's Territorial Revisionism: Germany, Belgium and the Eupen-Malmedy Question 1919-1929*, Wiesbaden, Franz Steiner, 1980 ; Vincent O'CONNELL, *The annexation of Eupen-Malmedy*, op. cit., p. 243-285.

48. Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve, APC_Z_126_8_70, Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères à ambassadeur à Londres, 11 décembre 1925.

49. Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve, APC_Z_126_8_70, Ministre des Affaires étrangères à ambassadeur à Bruxelles, 9 août 1926.

différentes sont ramenées à un destin égal, voire commun, est aussi la plus délicate. Impliquant que la Belgique ne fait finalement que retrouver des frères et sœurs perdus en 1815, comme cela apparaît dans l'expression « cantons rédimés », elle sous-estime complètement le fait que l'idée de nation et le nationalisme ont été forgés dans la région précisément depuis 1815 et qu'en 1920 un rattachement à la Belgique n'a plus rien de « naturel » pour la population. La référence à l'Alsace-Lorraine devient alors un révélateur de la mauvaise approche belge de l'intégration et un élément de l'explication de son échec. Il faudra attendre 1944/45 pour qu'elle devienne effective, notamment parce que l'option allemande aura alors disparu.

Résumé

La référence à l'Alsace-Lorraine dans le rattachement et l'intégration d'Eupen-Malmedy à la Belgique (1918-1925)

En novembre 1910, le *Journal des Tribunaux*, principal organe d'information des juristes belges, qualifie la partie wallonne du *Kreis* allemand de Malmedy de « notre Alsace-Lorraine » où se trouveraient des « frères de race et de langue, exilés et emprisonnés en Prusse ». Le 20 septembre 1920, ce *Kreis* ainsi que celui d'Eupen, presque exclusivement germanophone, sont rattachés à la Belgique, suite au traité de Versailles et à un simulacre de consultation populaire.

Notre contribution qui traitera de la période qui s'étend de l'occupation de la région par des troupes belges en août 1919 à la fin du régime transitoire en mars 1925, analyse la signification de la référence à l'Alsace-Lorraine pendant cette phase du changement de la nationalité. Elle montre que cette référence n'est pas limitée aux discours de légitimation de l'annexion du territoire par la Belgique, mais que les autorités belges ont, à certaines occasions (comme l'introduction du service militaire), contacté leurs homologues français afin de connaître la politique d'intégration menée en Alsace-Lorraine.

Par l'étude systématique de la référence idéale et pratique à l'Alsace-Lorraine, la présente contribution fournit une contribution à une histoire comparée de la transition étatique dans les deux territoires.

Zusammenfassung

Der Bezug auf das Elsass bei der Angliederung von Eupen und Malmedy an Belgien (1918-1925)

Im November 1910 bezeichnet die Journal des Tribunaux, wichtigstes Informationsblatt der belgischen Juristen, den wallonische Teil des deutschen Kreises Malmedy als „unser Elsass-Lothringen“ wo sich „Brüder von der gleichen Rasse und Sprache im Exil und in der Gefangenschaft der Preußen“ befinden. Am 20. September 1920 wird dieser Kreis, so wie der von Eupen, fast ausschließlich deutschsprachig, in Folge des Versailler Vertrags und nach einer Scheinbefragung der Bevölkerung, Belgien angegliedert.

Unser Beitrag, der sich mit dem Zeitraum der Besatzung durch die belgische Armee im August 1919 bis zum Ende der Übergansperiode im März 1925 befasst, analysiert die Bedeutung des Bezugs auf Elsass-Lothringen während der Zeit des Wechsels der Staatsangehörigkeit. Er zeigt auf, dass dieser Bezug nicht nur in Reden zur Legitimation der Annektierung des Gebiets durch Belgien erscheint, sondern dass die belgischen Behörden des Öfteren (wie bei der Einführung des Militärdienstes) ihre französischen Kollegen nach der angewandten Politik der Integration in Elsass-Lothringen befragt haben.

Durch die systematische Untersuchung des ideellen wie praktischen Bezugs zu Elsass-Lothringen, soll dieser Artikel seinen Beitrag zur vergleichenden Geschichte des Übergangs in eine andere Staatsmacht dieser Gebiete leisten.

Summary

Alsace-Lorraine as a reference for the annexation and integration of Eupen-Malmedy into Belgium (1918-1925)

In November 1910 the Journal des Tribunaux, the main information publication of Belgian jurists, described the Walloon part of the German Kreis of Malmedy as “our Alsace-Lorraine” with brothers in terms of race and language, exiled and jailed in Prussia. On September 20, 1920 that

Kreis along with that of Eupen — that was almost exclusively German speaking — were integrated into Belgium, following the Versailles treaty and a mock general consultation.

This article covers the period between the occupation of this area by Belgian troops in August 1919 and the end of the provisional régime in March 1925. It looks into the scope of the reference to Alsace-Lorraine during this period of changing nationalities. It also shows that this reference does not only apply to legitimizing the annexation of this territory by Belgium, but also to the fact that the Belgian authorities have, on some occasions (for example, for the introduction of the military service), contacted their French counterparts so as to learn from the integration policy applied in Alsace-Lorraine.

By examining systematically the theoretical and practical references to Alsace-Lorraine this article provides a contribution to a compared study of the transition from one state to another in these two territories.